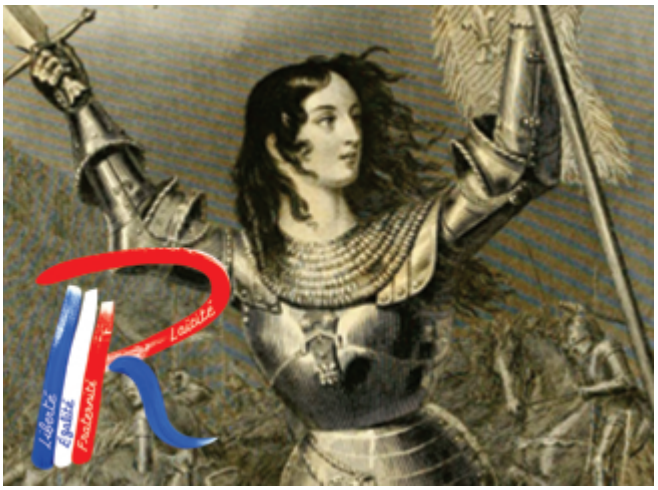
Lettre ouverte à Manuel Valls, par Chantal Macaire

écrit par Christine Tasin | 7 octobre 2012



Je ne saurais trop recommander à chacun d'écrire à son tour à Manuel Valls pour dénoncer la société totalitaire qu'il concourt à mettre en place par l'interdiction annoncée de notre marche du 10 novembre.

Monsieur le Ministre,

Ainsi donc vous laisseriez le préfet interdire que la marche à Paris du 10 novembre prochain contre le fascisme islamiste, au prétexte de « troubles à l'ordre public » possibles ?

Vous savez pourtant très bien qu'aucun débordement n'est à craindre de la part des patriotes qui s'apprêtent à défiler **; vous craignez donc la réaction des** salafistes qui clament sans cesse leur haine de la France et des Français, et sont même capables, sur les Champs-Elysées, d'appeler au meurtre des juifs et d'exhiber leurs niqabs, sans être le moins du monde inquiétés par la justice pour « appel à la violence et au meurtre » et infraction à la loi, comme il se devrait. Vous nous serinez, au gouvernement, que ces gens-là ne sont qu'une poignée : les forces de l'ordre seraient-elles incapables de

maîtriser une poignée de fous furieux ? Ou bien ces salafistes incontrôlables seraient-ils beaucoup plus nombreux que vous n'osez l'avouer ?

En tout état de cause, ce que l'on remarque, c'est que vous entendez interdire à des Français soucieux de la loi, puisqu'ils en demandent l'autorisation à la Préfecture, de manifester pacifiquement –ce qui est leur droit le plus strict dans une démocratie où la liberté d'opinion est normalement sacrée (mais est-on encore en démocratie, jouit-on encore de la liberté d'expression dans cette France que les gouvernements successifs s'acharnent à détruire ?)

Par contre, vous avez toléré que des fanatiques, qui n'avaient pas d'autorisation en bonne et due forme, viennent manifester leur intolérance sur l'avenue des Champs-Elysées, offrant le spectacle honteux de leur refus de nos valeurs et de notre mode de vie par leur accoutrement et leurs prières en pleine rue (pourtant interdites !), belle image offerte au monde entier du laxisme effarant du gouvernement et de son impuissance à faire respecter la loi républicaine, ouvrant ainsi un boulevard à la réhabilitation du délit de blasphème !

Le moins que l'on puisse dire, c'est que c'est un deux poids-deux mesures inique et injustifié : celui qui respecte la loi est réduit au silence ; celui qui ne la respecte pas, peut manifester tranquillement, sous l'œil des forces de police qui, sans aucun doute, ont reçu l'ordre de ne pas intervenir ; le non-musulman n'a qu'un droit, celui de se taire et de subir ; celui qui est musulman avant d'être français a tous les droits puisqu'il les prend, sans en être empêché !

Jolie conception de l'égalité républicaine, pour des politiques qui n'ont que ce mot à la bouche ! J'y vois, moi, une discrimination des plus révoltantes à l'égard d'une partie de la population…pourtant encore majoritaire !

Et cette discrimination va très loin, puisque vous vous indignez et qu'on vous entend protester contre toute profanation ou acte de vandalisme touchant les lieux de culte et carrés musulmans, mais que vous ne réagissez à aucune des profanations ou acte de vandalisme visant les églises ou tombes catholiques, et même pas non plus quand des fidèles sont caillassés… Or, vous êtes bien placé pour savoir que les atteintes au catholicisme sont de très loin les plus nombreuses ! Votre attitude est scandaleuse, venant d'un ministre de la République « une et indivisible », alors même que François Hollande avait osé affirmer, en présence de Nicolas Sarkozy, qu'il voulait rassembler et être le président de tous les Français.

On ne peut mieux trahir les principes même qui fondent notre république, et renier le passé de la France et ses racines judéo-chrétiennes (à laquelle les Français sont attachés, sans être forcément croyants !). Seriez-vous un « Français de papiers » uniquement ou bien votre haine de l'Eglise, qui n'a d'égale que votre complaisance envers l'islam, guide-t-elle votre action ?

Vous allez encore plus loin dans le déni, en niant qu'il existe un racisme anti-blanc : « il n'y a pas des racismes, mais un seul et unique racisme, que nous combattons », rétorquez-vous en substance au député Bompard… La formule est belle et vous auriez raison, si cela correspondait à la réalité. Mais vous n'êtes pas sans savoir que les officines, grassement subventionnées par nos impôts comme SOS-Racisme, refusent de traiter les plaintes émanant de « blancs »… Je vous renvoie aux propos d'Omar Djellil, un ancien militant de SOS Racisme, qui explique comment des instructions émises par le bureau national de l'association demandent à leurs membres de ne pas traiter les affaires dont les victimes sont blanches.

http://www.youtube.com/watch?v=MX8SljhtqI4

Ce qui ressort de tout cela, c’est que plus vous en appelez à la laïcité, plus vous la bafouez, en courant à l’inauguration d’une mosquée ou à un « iftar ». Et même -ce dont je doute- si vous souhaitez un bon Carême aux catholiques et allez fêter Pâques à Notre-Dame, vous la trahirez du fait que « l’Etat ne reconnait… aucun culte », et qu’un ministre n’a pas à se prêter à cela, à titre officiel.

Plus vous en appelez aux valeurs de la République, plus vous les trahissez, en pratiquant une discrimination systématique -discrimination que l’on retrouve au niveau des décisions prises par les juges, aussi indulgents envers les uns (qui ressortent libres du tribunal après avoir mis en danger la vie de policiers, par exemple) qu’ils sont intraitables envers les autres (peines de 4 et 2 ans pour William Vidal. et Monique Guindon -dont je n’excuse pas le geste, loin de là- alors que, pour reprendre l’expression fameuse de Jack Lang : « il n’y a pas mort d’homme ! »).

Continuez ainsi, vous et vos collègues du gouvernement : vous faites croître le ras-le-bol des « sous-chiens » et de ceux, issus de l’immigration, désireux de s’intégrer et d’échapper aux diktats de l’islam, et vous apportez des voix à Marine Le Pen…

Chantal Macaire

Citoyenne athée (mais attachée à la France et à ses clochers)